

RACINES



Pour une culture de résistance au massacre du Vivant	p. 1	Pourquoi nous sommes féministes révolutionnaires ?	p. 8
Une stratégie de l'essaimage	p. 3	Vague verte	p. 11
MAD (Montagne à Défendre)	p. 5	Paris, quelle liberté ?	p. 12
Les bassines des Deux-Sèvres	p. 6	Avis aux chercheurs, aux professeurs, aux ingénieurs	p. 14
Anthropoème : le souffle court	p. 7	Flash info : expulsion confirmée de la ZAD du Carnet	p. 18

Édito

S'il peut paraître vain de proposer une énième revue d'écologie à l'heure où l'information sur la question devient de plus en plus prégnante, nous pensons au contraire qu'il y a toutes les raisons d'en soutenir une vision qui s'éloigne des rengaines médiatiques de développement durable, de transition vers une industrie verte ou d'un monde sous contrôle, stabilisé par les machines et par une perception utilitariste du vivant. Alors que chaque année désormais bat des records de chaleur, que la biodiversité s'amenuise plus vite qu'on ne peut le concevoir, que les inégalités sociales les plus violentes se creusent sous l'effet des mêmes politiques prédatrices qui président à la sixième extinction des espèces, il y a comme un malaise croissant face aux prétendues solutions que nous serine l'époque.

Nous ne pensons pas que les énergies « vertes », supposant des technologies, des structures sociales et des rapports au monde qui perpétuent l'engrenage du capitalisme, parviendront à « sauver le climat » et à préserver le vivant, pas plus que nous ne faisons confiance au nucléaire pour

éviter une catastrophe planétaire. Nous ne trouvons pas non plus souhaitables les dystopies éco-fascistes qui nous sont parfois esquissées, au sein desquelles l'écologie n'est qu'une excuse de plus pour garantir à un État omnipotent le plein contrôle de nos existences, de nos manières d'agir, de vivre et de faire monde. Face à ces perspectives, les idéaux de décroissance, de liberté, d'égalité et de solidarité qui animent aujourd'hui les luttes, nous apparaissent indissociables d'une préoccupation pour le bien de la vie sur terre. Pour arriver à nos fins, il est également important de débarrasser nos imaginaires des réflexes dominateurs et anthropocentrés qui y sont englués.

Nous envisageons donc cette revue comme un moyen de partager des perspectives souvent trop peu médiatisées compte tenu des ravages en cours. Nous y traiterons aussi bien d'actualité que de sujets plus thématiques, en accordant une certaine liberté au ton et au style. Il nous tient à cœur de diversifier les points de vue donc n'hésitez pas à nous contacter et à nous proposer des textes si vous souhaitez contribuer à cette revue.

Pour une culture de résistance au massacre du Vivant

Nous vivons une véritable fusion des désastres. Les libertés, la dignité humaine, la biodiversité, et jusqu'à la possibilité même de la vie sur Terre, toutes sont radicalement torturées par la culture de mort dans laquelle nous sommes enfermés. Le capitalisme étend ses perversions dans toutes les sphères de l'existence : les rapports humains sont viciés par les aliénations (travail, religion, école, société de consommation, etc.), la dignité propre à chaque être est constamment violée pour maintenir les masses prisonnières d'une économie meurtrière dont elles souffrent plus gravement chaque jour, et l'intégralité du monde vivant subit les conséquences terribles de ce fonctionnement quotidien. La sixième extinction de masse (ou première extermination de masse

à l'échelle planétaire), l'artificialisation galopante, l'étalement urbain, la destruction des espaces naturels pour de grands projets industriels dédiés tout entiers au profit des plus riches : c'est le « chaque-jour » de notre monde, le déroulement normal de la Machine industrielle (la Technique ou le système technicien comme le dirait Ellul), qui les causent et les perpétuent. Il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de mettre un terme au fonctionnement meurtrier de ce monde.

À ce titre, nous ne croyons pas à l'amélioration de la situation par le recours aux réformes, et nous ne pouvons pas nous satisfaire des quelques miettes parfois jetées en

pâturer aux peuples pour mieux les enfumer et les endormir. Les multiples mouvements de révolte qui soulèvent aujourd'hui de nombreux pays et la répression sanglante dont ils font l'objet, ne doivent plus nous laisser de doute quant à la nature de ce que nous devons combattre. Le capitalisme est à la source des catastrophes, et l'illusion de son « verdissement » par le développement durable est une chimère de plus à repousser. L'État (et ses forces de répressions et de contrôles telles que la police, l'armée, les tribunaux, la prison et l'école) constituent le bras armé du capitalisme, son plus fidèle allié dans cette guerre contre le Vivant et les classes laborieuses et dominées. L'État est le principal garant de l'exploitation de l'humain par l'humain. La Science, nouvelle religion de l'âge industriel, naît et prolifère grâce au capitalisme mortifère et aux États totalitaires modernes. La Science, lorsqu'elle est érigée en dogme, est responsable de l'aveuglement des masses par le mythe du Progrès inarrêtable. Cette croyance envers le Progrès permet de justifier les pires atrocités et s'érige en détentrice de la vérité absolue et incontestable ; elle s'avère surtout porteuse d'une vision du monde utilitariste et rationaliste qui justifie les exactions technologiques au nom de la recherche. Enfin, la civilisation industrielle naît et prolifère sur une idéologie patriarcale qui lui pré-existe et qui constitue ses racines et ses fondements mêmes.

Le patriarcat est une forme d'organisation sociale qui repose sur la complémentarité hiérarchique des sexes, et la division sociale entre les femmes respectables et les femmes à mépriser. C'est une idéologie dans laquelle le masculin représente le supérieur et l'universel. L'oppression des femmes en tant que classe est fondée sur le sexe (l'enjeu est l'accès sexuel au corps des femmes, et le contrôle de la procréation). Il implique à la fois une construction de genres différenciés (ou « sexes sociaux ») ainsi que le recours à la violence contre les femmes pour renforcer notre acceptation du système. Plus spécifiquement par rapport à d'autres sociétés patriarcales, le capitalisme s'est reposé sur l'exploitation gratuite de la force de travail des femmes à l'intérieur du foyer. Le patriarcat préexiste au

capitalisme, et à la civilisation industrielle. De ce fait, s'attaquer à ces deux derniers maux n'impliquera pas une destruction automatique du patriarcat. Hommes comme femmes, il faut donc y apporter une attention particulière dans notre lutte pour créer une société égalitaire.

Cherchant à nous placer, depuis nos pays coloniaux, comme des allié-e-s décoloniaux, nous intégrons également dans les fondements de nos critiques le constat des ravages causés par les commerces internationaux et les extractivismes industriels, qui participent pleinement à la logique d'exploitation des milieux et de hiérarchisation des vies humaines selon les critères d'un capitalisme fondamentalement colonial. Par conséquent, nous soutenons les luttes antiracistes et anticolonialistes, qui vont de pair avec une écologie à la mesure du monde actuel.

Nous soutenons que le productivisme qu'il soit capitaliste ou prétendument socialiste est incompatible avec la vie sur Terre et avec l'idée de sociétés humaines libres et égalitaires. Le but vers lequel nous tendons est la création d'un mouvement de résistance à la hauteur de l'enjeu. Qu'est-ce que résister ? Il s'agit d'agir en dehors des institutions et des organisations traditionnelles (ONG, syndicats, etc.) à travers différents types de stratégies.

Les stagiaires du blog Floraisons (<https://floraisons.blog>), par exemple, en ont

décrit les principales lignes, à savoir :

- (1) Lutter pour la justice sociale et écologique à travers les mouvements sociaux contre l'exploitation et la domination exercée par la classe dominante ;
- (2) Défendre les territoires menacés par les projets industriels ;
- (3) Construire et mobiliser des réseaux d'organisations décentralisés pour soutenir la résistance ;
- (4) Créer et promouvoir des pratiques de résilience (alimentaire et autres) pour gagner en autonomie et préparer des expériences communes de démocraties directes, libertaires et féministes.
- (5) Recourir aux actions directes offensives contre les infrastructures industrielles destructrices, en particulier les flux indispensables au capitalisme.



À tous ceux et toutes celles qui sont d'ores et déjà dégoûtés par l'exploitation d'humains par d'autres humains, et par ce qui mène à la destruction de possibilités de vie sur terre : vous avez votre place dans cette lutte. Résistez !

En ces temps où tout ce que nous aimons, quoi que ce puisse être, est menacé, nous avons toutes et tous un rôle possible dans le combat en cours. Que l'on se sente prompt à l'action directe, plutôt concerné par la logistique des luttes et l'organisation d'événements ou par un

travail culturel de transmission et de critique radicale de ce système meurtrier, il est toujours possible d'agir. Le changement ne se fera pas sans une transformation complète de nos manières de vivre, de penser, d'habiter l'espace et de nous percevoir nous-même par rapport au monde vivant. Ainsi, il nous faut garder à l'esprit la nécessité de créer et transmettre une culture de résistance aux multiples aspects (pratiques, philosophiques, artistiques...), et qui contribuera à la lutte. Rien ne doit être négligé.

Une stratégie de l'essaimage

Nous sommes en Angleterre, dans les années 1990. Depuis le début de la décennie, une vague de résistance écologiste radicale ne cesse de s'amplifier et de faire parler d'elle dans de nombreux recoins de différents pays, en s'opposant frontalement au monde industriel et à ses agissements sordides. La conjonction très répandue de l'action directe et des manifestations de grande ampleur fait des merveilles pour augmenter de façon significative les coûts de grands projets capitalistes, permettant de populariser massivement le mouvement tout en ayant un impact concret sur les industries mortifères et leurs machines de chantier. Évidemment, tout comme la résistance, la répression s'organise : des moyens toujours plus impressionnants sont déployés par l'État pour s'opposer aux militants, expulser leurs camps, leurs squats, étouffer leurs manifestations et réduire à néant leurs revendications. Toutefois, au fil de l'avancée des luttes, une tendance semble se dessiner dans le camp de la vie sur terre : plus ça réprime, plus l'on grossit. Loin de neutraliser la colère grandissante, la police l'exacerbe. Une guerre est déclarée, et l'issue n'en est pas certaine¹.

Au Royaume-Uni, les années 90 sont particulièrement marquées par un important mouvement d'opposition aux routes partout sur le territoire. En réponses à de gros projets d'aménagement routier voués à dévaster de vastes pans d'espaces naturels, des manifestations, des occupations, des blocages, des sabotages s'organisent, mobilisant de plus en plus de monde. La construction de la route « M11 », tout au long de l'année 1994, est si perturbée par les opposants qu'elle ne progresse que difficilement, demandant l'intervention incessante de la police. Un lieu en particulier retiendra ici notre attention, lieu dont le nom, pendant sa folle occupation, fut synonyme de subversion et d'espoir en un autre monde : Claremont Road.

Le site de Claremont Road, à Londres, « *longue rue de quelques 30 maisons victoriennes, arbres alignés d'un*



côté et maisons de l'autre »², a le malheur d'être situé en plein sur le tracé du projet de la route M11, et donc promis à la destruction. Refusant cette fatalité, des squatters et militants anti-route viennent occuper le terrain pendant plusieurs mois, et le transforment en... autre chose. Réinvesties par une résistance bien décidée à faire reculer le projet tout en développant une existence radicalement nouvelle, la rue et plusieurs de ses maisons deviennent un lieu d'expérimentation militante et artistique à la créativité débridée, « *un monde surréaliste absolument différent de toute ce que nous connaissions* »³. Grandes barricades

¹ On trouvera plus de détails sur cette foisonnante période de lutte dans l'ouvrage *À bas l'empire, vive le printemps ! Stratégie pour une écologie radicale*, paru en français aux éditions Divergences en 2020, et dont plusieurs informations de cet article sont issues.

² <http://www.ooocities.org/londondestruction/claremont.html>

³ *Earth First !, A bas l'empire, vive le printemps ! Stratégie pour une écologie radicale*, Editions Divergences, 2020, p. 82.

bloquant la route, carcasses de voitures engorgées de plantes, façades poétisées, filets aériens reliant les maisons pour circuler sans toucher le sol, grande tour de bois érigée sur les toits, échiquier urbain... L'espace entier est reconquis, subverti et révolutionné, tranchant dans le vif de la froideur urbaine utilitariste et désespérante⁴. En plus de free-parties régulièrement organisées sur la zone, des actions anti-route ne cessent d'y être fomentées, faisant du lieu un important carrefour festif et militant sur lequel des vies seront changées.

L'expulsion du lieu fut aussi extravagante que son occupation : 500 opposants au projet pour 700 policiers et 400 agents de sécurité, l'opération cumulant 2 millions de livres de dépenses⁵. Elle s'étendit sur plusieurs jours, les derniers militants retardant le plus longtemps possible leur descente de la tour de bois à laquelle ils s'étaient enchaînés. L'évènement fut largement couvert par les médias, et résonna amplement parmi les militants, anciens ou nouveaux, comme un écho de l'absurdité de ce monde, et de ce qu'il s'avérait (et s'avère toujours) prêt à faire pour défendre ses intérêts au détriment des peuples et de la vie elle-même. Le théâtre expérimental délirant de Claremont Road resta vif dans les esprits, mais surtout, surtout, il essaima. Les gens qui s'étaient rencontrés et côtoyés à Claremont Road, qui avaient parlé, dormi, créé, lutté ensemble, étaient désormais pour beaucoup possédés par la beauté de l'expérience, par la vitalité du lieu, et par l'intensité des liens qui s'y étaient pleinement vécus. Alors que l'État pensait probablement avoir obtenu une victoire avec cette expulsion, il n'avait finalement réussi qu'à écraser la ruche, exaltant le désir de recréer ailleurs, et autant que possible, les conditions d'une lutte efficace et créative – efficace, car créative. Un mouvement lancé par Earth First ! au début de la décennie (« *Reclaim the Streets* », reconquérir les rues) et quelque peu endormi depuis revint en force après cette expulsion, et mena à plusieurs autres occupations majeures et festives à travers

le Royaume-Uni qui prolongèrent encore, et de façon vivace, la contre-attaque envers ce monde⁶.

Le relatif déclin que connaîtra cette puissante vague de contestation et de lutte écologiste radicale aux alentours des années 2000 n'entre pas dans le propos de ce texte. Nous voulons ici insister sur ce que nous apprend cet exemple historique, depuis largement assimilable à ce qui se déroule par exemple sur les ZADs en France, où la résistance va généralement de pair avec une sensibilité profonde pour ce qui touche à l'art, la joie, les liens entre individus et le rapport au monde vivant. Nous voulons mettre en évidence cette stratégie de l'essaimage qui généralise des tactiques, des modes opératoires, parfois par la seule force de ce qu'ils ont éveillé dans l'intériorité de chacun. Une seule lutte, un seul jour, une seule rencontre, peuvent bouleverser une vie, la teinter d'une force indélébile qui conditionnera peut-être des victoires futures. Devenir révolutionnaire, paraît-il, « *c'est s'assurer un bonheur difficile, mais immédiat* »⁷. C'est aussi avoir précisément tiré suffisamment de bonheur de son expérience de la lutte pour ressentir l'envie de la continuer partout, et de toutes les manières, avec le plus de gens possible. Devenir révolutionnaire, c'est vouloir essaimer.

À ce titre, la façon dont est née le mouvement Earth First !, successivement aux États-Unis puis en Angleterre, est particulièrement inspirante : de petits groupes d'amis, déçus par un activisme généralement trop réformiste et institutionnel, qui décident ensemble, depuis le point même où ils sont, depuis la réalité intime de leur situation, de créer quelque chose, coûte que coûte, une alternative à l'écueil qu'ils perçoivent. C'est sans aucun doute la manière dont se créent par exemple des entités sans visage, que l'on ne connaît qu'à travers un incendie d'usine ou un sabotage d'engin de chantier, et les groupes affinitaires dont les membres veillent les uns sur les autres en manifestation. Un foisonnement de petits groupes d'une poignée de personnes se connaissant intimement et ayant pleine confiance les uns dans les autres n'a pas moins de



4 De belles photos de l'occupation de Claremont Road sont trouvables ici : <http://gideonmendel.com/claremont-road/>

5 <https://www.thegreenfuse.org/protest/m11.htm>

6 Voir note n°1.

7 Comité Invisible, *À nos amis*, éditions La Fabrique, 2014, p. 239.

valeur que les grosses organisations, qui ont peut-être pour elles plus de possibilité de communication au détriment d'une certaine liberté de pensée, d'action et d'expression. L'idée n'étant pas de les opposer entre eux, mais justement de les conjuguer, d'encourager leur coexistence et leur coopération⁸. La force principale de l'essaimage repose donc sur une véritable diversité des tactiques, une pluralité des modes d'actions envisagés pour mener à bien un combat. La profonde réussite de Claremont Road est d'avoir été un lieu complet, dans l'expérience de la lutte comme dans celle

⁸ Pour citer une référence plus récente, c'est également ce qu'encouragent Vincent Verzat et Félicien Bogaerts, respectivement de Partager c'est sympa et du Biais Vert, dans leur vidéo commune : « *On s'est planté* » (https://www.youtube.com/watch?v=lvdcKQKKz_Q).

de la vie, où tout individu, d'une manière ou d'une autre, pouvait se sentir à sa place. Combien d'entre eux, venus à l'origine pour se défouler dans une rave, ont du se voir plus tard tenant les barricades ? Être possédé, habité par un lieu, par une cause, par une communauté, peut mener à en embrasser toutes les formes d'expression, à en défendre la légitimité. Inversement, envisager tous les modes d'organisation et d'action comme diverses possibilités de gagner offre une vision plus claire, plus franche et plus directe de la situation, et promet des succès formidables. La répression ne vaincra plus : à chaque ruche écrasée, il en naîtra cent autres.

Jean Semence

Montagne À Défendre (MAD)

Nous,

des Pyrénées, du Massif Central et de partout ailleurs, de la Meuse à Détroit, travailleurs et travailleuses du bois, nous qui sommes les monts et les forêts, les bisons les furets les écureuils, nous refusons la construction de la scierie industrielle géante et multinationale dont les rendements prévus nécessitent des coupes rases de la quasi-totalité des chaînes montagneuses citées au paragraphe précédent.

Ah bon ?

Nous, plusieurs fois réunis, refusons franchement les coupes franches de 2.000 stades de foot par an, je parle peut-être bien de MAD, de Montagnes à Défendre, ça rendrait crazy si on était pas déjà un peu locaux, en passant on en a marre de calculer les écocides en terrains sportifs, ou alors que les supporters viennent, enfin, nous aider, 3ème mi-temps, au pré-démantelement de la scierie planifiée à Lannemezan.

Pour les nouveaux je parle du projet de l'entreprise Florian, à plein rendement ça ferait 540.000 m3 de bois par an, et ils vont en faire quoi, du bois, cette fois, des meubles en cure-dent ou des prospectus ? 10.000 camions de plus, destination exportation vénère, encore enrichir ces sales morts de patrons-actionnaires !

Si-si si tu m'crois pas demande à SIRI alors on lance l'alerte pour les hêtres et les autres êtres ouais c'est l'instant des slogans marrants :

Trop massif... trop central... s'ils lui donnent naissance on dira que « *le pire est né* », les déforestations c'est pas qu'en Amazonie, y'a pas qu'alimamazone qui nous ennuit, encore de nouveaux ennemis, bientôt la zone, pour nous, pour eux la nuit ?

Seul la Vie nous dira si l'avenir sera jaune ou s'il sera gris, en attendant raser des montagnes ça leur gagne, des hêtres ou des palettes, me pose pas la question !

Des hêtres ou des arbalètes, Tel a la réponse, Guillaume de son prénom, tu comprends la question ?

Des friches et des hêtres, pas du chiffre bref, face à cet extractivisme obsolète, écocidaire et financier, nous proposons plutôt de multi-fonctionner ensemble à travers nos savoir-faires, souhaitons des outils locaux, des séchoirs et de quoi stocker nos matières, pour continuer à vivre avec les forêts dans le respect des amitiés premières.

Jeanne Once

Les bassines des Deux-Sèvres



En Nouvelle-Aquitaine se joue actuellement une lutte pour empêcher que ne se construisent de nombreuses bassines dans le but d'irriguer des monocultures dont les besoins en eau sont énormes. Cette lutte est en passe d'être perdue, et si rien ne vient modifier la donne son échec permettra que se réalisent des centaines de projets industriels dans les moindres recoins du territoire français.

Les très vastes retenues d'eau que sont les bassines (jusqu'à une vingtaine d'hectares de superficie), creusées à même la terre, entièrement bétonnées et couvertes de bâches plastiques, sont prévues depuis plusieurs années dans différents départements. Leur contenu proviendra bien souvent directement des nappes phréatiques, alors que celles-ci sont déjà extrêmement mises à mal par l'exploitation industrielle des ressources à l'œuvre depuis des décennies partout sur la planète. Ce projet, qui fait en quelque sorte office de « test », porte donc son lot de catastrophes, et le déroulé des événements charrie quantité d'absurdités bureaucratiques et de procédés répugnants visant à réduire au silence les nombreux opposants. Les irrigants en faveur des bassines ont par exemple pu charger un groupe de militants avec des engins agricoles lancés à une certaine vitesse, dans le silence général des élus porteurs du projet. Malgré l'évidence grandissante du gigantesque déni de démocratie que constitue l'avancée de ce projet, les décideurs politiques qui y sont favorables semblent avoir toute la latitude nécessaire pour poursuivre leur façonnement du glorieux « monde d'après ». Les mobilisations se succèdent, la diffusion d'informations et le travail de fond réalisés par le groupe Bassines non merci (BNM) sont incessants, et pourtant rien ne change, au-delà de quelques revirements dont on peut se permettre de questionner l'objectif bien précis (par exemple celui de Delphine Batho, députée de la 2^e circonscription des Deux-Sèvres, qui décide de se retirer des instances de suivi du projet¹, non sans avoir quelque temps plus tôt qualifié

BNM de « groupuscule » à « la dérive totalitaire »)². Si la manifestation du 11 octobre 2020 à Epannes fut un succès, il faut se demander en quoi. Au-delà du nombre, au-delà des personnalités présentes (Mélenchon, Bové, Jadot, Poutou, véritables têtes d'affiche de la journée de mobilisation), au-delà d'une « sensibilisation » tardive à un problème depuis longtemps soulevé et seriné par les opposants, cette manifestation n'a comme toujours été qu'une expression toute symbolique d'un désaccord encore trop doux, compte tenu de la situation.

Il faut dire que le groupe BNM, autour duquel est plus ou moins centrée l'opposition au projet dans les Deux-Sèvres, semble de plus en plus s'embourber dans d'éternelles négociations avec les élus locaux, principalement destinées à leur faire prendre conscience de l'impact de ce projet sur la biodiversité de la région, notamment celle du Marais poitevin. Cette position nous semble stérile, tant il est aujourd'hui particulièrement évident que les responsables des grands projets industriels sont en général parfaitement au fait des impacts environnementaux qu'entraînent l'artificialisation des sols et la destruction des espaces naturels³. S'attacher encore et toujours à sensibiliser au désastre ceux-là même qui sont à sa source est le meilleur moyen de perdre d'avance une lutte dont la gravité devrait nous inciter collectivement à envisager d'autres stratégies et d'autres modes d'action. Pourtant, lorsqu'un tag « Non aux bassines ! » a été découvert sur la mairie d'Amuré couverte de peinture blanche, les militants du collectif ont particulièrement peu soutenu, voire condamné l'initiative, la qualifiant d'« acte stupide » et s'en désolidarisant

tho lâche le projet des bassines ». Voir également l'épisode de BNM TV du 8 novembre 2020, accessible sur le site du collectif, où ce revirement est abordé.

2 *La Nouvelle République*, 10/02/2019, « Delphine Batho : « Rien ne me fera reculer » ».

3 Voir par exemple cet article de *Reporterre* : « Le gouvernement permet aux préfets de déroger à des normes environnementales » (Gaspard d'Allens, 2020), assez révélateur du positionnement des décideurs vis-à-vis de l'impact écologique de leurs projets destructeurs.

1 *La Nouvelle République*, 04/11/2020, « Deux-Sèvres : Delphine Ba-

complètement. Un silence problématique a également suivi les actes de vandalisme ayant frappé du matériel agricole appartenant à des probassines dans le week-end du 12 au 13 septembre 2020⁴, laissant à l'idéologie dominante une occasion de diviser une fois de plus l'opposition entre « bons » et « mauvais » militants. Face à l'urgence de la situation écologique globale, un projet tel que celui des bassines apparaît d'autant plus absurde qu'il a pour seule vocation de perpétuer le modèle économique et agricole qui entraîne les désastres. Plusieurs bassines étant déjà construites, et les travaux de toutes les autres étant manifestement voués à démarrer malgré l'opposition majoritaire, il est temps de prendre conscience des causes de nos échecs, et de les dépasser. Le groupe des Tritons Masqué.e.s, responsable du tag de la mairie d'Amuré, semble lancé sur cette voie, en revendiquant dans leur

4 Attaque, <https://attaque.noblogs.org/post/2020/09/16/deux-sevres-pour-contrer-le-projet-de-bassines-sen-prendre-a-ses-beneficiaires/16/09/2020>, « Deux-Sèvres : Pour contrer le projet des bassines, s'en prendre à ses bénéficiaires ».

lettre l'abandon de leur « dogme pacifiste »⁵. Espérons pour la suite une avancée conjointe de multiples tactiques différentes, à même d'opposer au projet ravageur des bassines une résistance créative, imprévisible et efficace.

À l'origine du projet des 16 bassines de la Sèvre Niortaise et du marais Poitevin, il y a une volonté globale de favoriser un certain type de monde, fondé sur une agriculture intensive, productiviste, et vouée avant toute chose aux intérêts du capitalisme. Face aux multiples collectifs et citoyens qui se battent depuis des années pour promouvoir une autre agriculture, biologique et de proximité, fondée sur le respect de la nature plutôt que sur sa domination, la Nouvelle-Aquitaine et les élus locaux qui portent le projet font le choix, lourd de sens, de la perpétuation des désastres. Il est trop tard, et tout est trop grave, pour leur en laisser la possibilité.

Jean Courage

5 *La Nouvelle République*, 21/07/2020, Bassines en Deux-Sèvres : « Les tritons masqué.e.s » taguent la mairie d'Amuré

Anthropoème

le souffle court

je parcours

les métropustules,

une à une,

le couteau sous le manteau,

de l'aurore à la levée de la lune

j'arpente les rues, j'y griffonne des runes,

et je finirais bien par croiser arnard bernaud,

tenterait alors de les lui planter dans le dos,

espérant que mon procès fasse des émules.

Allons, allons, je blague, bien-sûr, presque,

sous aucun prétexte je ne voudrais personnaliser cette situation, ou faire spécialement de ce déchet-ci un martyr :. dividendes de millions d'euros,

secret des affaires,

paradis fiscaux, alors, en souvenir,

j'ai le trombinoscope de toute sa cousinade

et de ses autres potes

malsains,

on va en faire des tartinades

ou de la compote,

avec les copines et les copains.

Jean Tropise

Pourquoi nous sommes féministes révolutionnaires ?

À l'heure où les « questions de genre » sont, notamment en France, un des thèmes favoris des élites politiques, universitaires et médiatiques, et où les courants féministes existants s'opposent sur divers sujets, il nous a paru important de préciser nos propres positions sur le féminisme, en tant que militantes anarchistes-communistes.

Nous luttons à la fois contre le patriarcat et contre le capitalisme

Le patriarcat est le système d'oppression qui assoit la domination des hommes sur les femmes dans tous les domaines de la société (économique, politique, sexuel, intellectuel...). Cette oppression spécifique est transversale en ce qu'elle touche toutes les femmes de la société, quelle que soit leur appartenance de classe ; et elle est fonction de leur sexe biologique, ou plus exactement de leurs capacités procréatives (effectives ou potentielles) que les tenants de l'ordre établi veulent contrôler. Les femmes sont en effet assignées à la sphère privée pour assurer la reproduction sociale sur le court et le long terme. Elles ont à charge, dans leur grande majorité, l'élevage des enfants, la préparation de la nourriture, l'entretien du logement, etc., tandis que les hommes occupent la sphère publique. Ces rôles différenciés sont imposés aux deux sexes par tout un conditionnement exercé dès la naissance – avec, concernant les femmes, l'injonction à avoir des enfants. Aussi ne peuvent-elles échapper à leur condition qu'en abolissant le rôle attendu d'elles, appelé en France « sexe social » par le Mouvement de libération des femmes (MLF) dans les années 1970 – mais rebaptisé « genre » dans les années 1980 sous l'influence des études culturelles produites par l'Université américaine.

Le capitalisme est le système d'exploitation économique par lequel la bourgeoisie (classe détentrice des moyens de production) exploite le prolétariat (ceux et celles qui ont juste leur force de travail à vendre). Ce système est postérieur au patriarcat, mais il est lié à lui – en particulier parce que l'organisation patriarcale de la société sert les intérêts des capitalistes en leur offrant une reproduction gratuite de la force de travail, du fait que les tâches domestiques ne sont pas rémunérées.

De nos jours, les femmes font massivement partie du salariat, car l'économie capitaliste a sans cesse besoin d'accroître sa main-d'œuvre pour augmenter les profits d'une minorité. Elles sont – globalement – plus diplômées que les hommes, mais moins payées qu'eux ; et ce sont elles qui, au bas de l'échelle sociale, occupent majoritairement les emplois les plus précaires et à temps partiel. De plus, si la sphère publique et l'encadrement des entreprises se féminisent peu à peu, le rôle attribué aux femmes dans la sphère privée n'a guère été modifié : la plupart d'entre elles sont ainsi confrontées à une double journée de travail.

Pareil constat conduit nombre de féministes aux idées libérales ou progressistes à revendiquer une meilleure place dans les structures économiques, politiques et sociales existantes par l'obtention de droits ou de lois contre les inégalités entre les sexes, ou encore par l'intervention de l'Etat contre les violences faites aux femmes.

Leur démarche réformiste n'est pas la nôtre, car nous voulons détruire la hiérarchie sociale entre les sexes mais aussi entre les classes. Il faut bien sûr défendre des conquêtes sociales telles que l'avortement et se battre contre toutes les discriminations dans le système en place, mais sans jamais perdre de vue qu'il n'est pas aménageable. Ce n'est pas un hasard si les « questions de genre » figurent aujourd'hui

parmi les sujets de prédilection des dites « élites », et si elles sont pour une bonne part disposées à ce que certaines femmes accèdent aux hautes sphères : elles savent que les fondements profondément inégalitaires de la société en seront confortés.

Se libérer de l'exploitation économique et de la domination masculine implique donc toujours la disparition à la fois du capitalisme et du patriarcat

Nous critiquons le postmodernisme

La vague « néolibérale » qui a suivi l'effondrement du bloc de l'Est, en 1991, a peu à peu conduit les mouvances contestataires et intellectuelles occidentales à abandonner l'idée de révolution. Ce résultat est certes dû, en France, à la propagande du système en place : elle a proclamé la fin des idéologies, la disparition de la classe ouvrière et la faillite du « communisme », le triomphe du « libéralisme » et du consumérisme dans une société où la critique et la résistance n'auraient plus leur place. Mais les théories



postmodernes qui se sont répandues dans tous les secteurs de cette société via l'Université, depuis une trentaine d'années (voir l'encadré), y ont aussi largement contribué.

Le postmodernisme rejette en effet toute vision globale de l'Histoire et toute analyse générale, au prétexte que celles-ci conduiraient fatalement à un nouveau totalitarisme. Il affirme que le monde est désormais trop complexe pour que sa marche puisse être modifiée, et met l'accent sur l'individu au détriment du collectif – tout en écartant la notion d'un sujet autonome, capable d'actions et de choix conscients. Dans cette logique, il critique l'universalisme bien plus que la mondialisation du capitalisme. Or si l'universalisme et la pensée rationnelle des Lumières sont, selon nous, largement contestables pour les normes qu'ils ont permis d'imposer à toute la planète dans le dessein de servir l'impérialisme occidental (en présentant le colonialisme et le patriarcat comme légitimes et bénéfiques y compris pour les peuples de couleur et pour les femmes), le féminisme et les mouvements antiesclavagistes et pacifistes n'en ont pas moins émergé au XIXe siècle dans leur sillage.

Les théories postmodernes accordent qui plus est une grande importance aux structures, notamment linguistiques, et aux modèles de pensée, d'organisation sociale et de comportement que celles-ci déterminent, mais pour en souligner le caractère instable et temporaire – la réalité serait « précaire », plurielle et morcelée parce qu'elle se confondrait avec les interprétations subjectives qu'on en fait...

Toutes ces idées peuvent présenter un intérêt sur le plan intellectuel et être débattues, mais elles n'incitent vraiment pas à rechercher un changement social d'envergure. Appliquées aux « questions de genre », elles ont débouché sur une multiplication d'« oppressions particulières » dans lesquelles celle des femmes s'est noyée – elles composent pourtant la majorité de la population –, et sur des analyses qui, en se focalisant fréquemment sur les minorités sexuelles, les rapports de « race » ou de genre, font perdre de vue les classes sociales et les intérêts économiques représentés par celles-ci.

Nous contestons la conception « moderne » du genre

Dans les années 1970, il était largement admis au sein du MLF que la sujétion des femmes s'établissait sur la base de leur sexe biologique ; que cette sujétion permettait à la fois la reproduction de l'espèce et celle de la classe dominante, par la transmission des biens ; et qu'elle servait les intérêts du capitalisme en lui assurant gratuitement l'entretien de sa main-d'œuvre. Pour que le masculin ne soit plus la norme de l'humanité, il fallait donc supprimer le rôle social attribué à chaque sexe.

Malheureusement, après avoir été secouées par Mai 68 et les mobilisations suivantes, les institutions patriarcales ont

vite retrouvé leur position hégémonique, et les universitaires sont devenu-e-s la nouvelle avant-garde intellectuelle qui, avec notamment la « théorie queer » et les « politiques de l'identité », défend son pré carré et l'ordre établi.

En déformant la formule employée par Simone de Beauvoir dans *Le Deuxième Sexe* « *On ne naît pas femme, on le devient* » et en recourant à un jargon des plus abscons réservé aux initié-e-s, on nous assure à présent, sur les pas de Judith Butler, que non seulement le genre mais aussi le sexe sont des constructions sociales arbitraires. En s'appuyant sur l'exception biologique des personnes intersexes, qui n'entrent ni dans la catégorie « hommes » ni dans la catégorie « femmes », on nous « démontre » que ces deux catégories ne correspondent pas à la diversité humaine. Sur l'argument que des personnes refusent le rôle associé à leur genre (gays, lesbiennes, bi, trans), on nous présente celui-ci soit comme un choix (on pourrait l'adopter librement et le subvertir), soit comme une « essence » propre à chacun-e, indépendamment de son corps. Ce ne serait pas l'appartenance à une catégorie, mais le genre auquel on s'identifie (une identité autodéfinie de façon positive) qui dicterait si on est marginalisé-e par l'oppression patriarcale ou si on en bénéficie.

A partir du terme « cis- » ou « cisgenre », un nouveau vocable censé rendre compte de l'échelle des oppressions, les femmes dites « cis- » se retrouvent placées en haut de cette échelle, juste en dessous des hommes dits « cis- », parce qu'elles sont supposées bénéficier de leur « adéquation entre leur sexe et leur genre assigné ». C'est ainsi que même une féministe luttant pour l'abolition du genre qui lui a été assigné peut être rangée parmi les dominant-e-s...

De tels raisonnements reviennent selon nous, d'une part, à nier l'oppression spécifique des femmes puisque c'est sur le rôle social, ou genre, imposé à elles que s'établit une hiérarchie au profit des hommes ; d'autre part, à supprimer la base même sur laquelle peut exister un mouvement féministe (du latin *femina*, « femme »).

Nous rejetons la façon dont est utilisée l'« intersectionnalité des oppressions »

Chaque personne est bien évidemment confrontée, au cours de sa vie, à une multitude de dominations ou de discriminations, mais l'usage qui est fait des analyses intersectionnelles développées à partir de cette réalité a des effets pervers :

1/ En ne prenant pas en compte les structures (économiques, politiques, sociologiques) qui établissent les dominations, on réduit le système d'oppression à des rapports interindividuels. On est de ce fait davantage dans la critique des normes par des personnes forgeant leur singularité que dans la critique de l'organisation sociale. De plus, l'oppression est remplacée par le

concept de « privilèges » (c'est-à-dire les symptômes individualisés d'un système) ; et ces « privilèges » sont tenus pour équivalents, ce qui aboutit à un brouillage et à une dépolitisation des luttes à mener contre l'exploitation économique et contre la domination masculine. Ainsi, on nous parle d'un privilège « classiste » pour pointer la discrimination que certains « classistes » font subir aux personnes des classes inférieures, et non l'existence des classes sociales ; et quoique ce privilège découle d'un système (le capitalisme), il est mis sur le même plan qu'un privilège « validiste » (une personne valide par rapport à une personne handicapée). Pourtant, si un capitaliste a intérêt à exploiter un travailleur, une personne valide ne gagne rien à discriminer une personne invalide, et il n'existe pas d'exploitation spécifique des personnes invalides.

2/ En ayant comme objectif de changer les personnes une à une, et non les structures, on nuit à la construction d'une lutte contre les oppressions qui s'appuierait sur l'étude des processus sociaux globaux. Dès lors que tout le monde opprime plus ou moins tout le monde d'une façon ou d'une autre, la « politique » proposée est en effet une déconstruction individuelle toujours plus poussée, ou la constitution d'espaces safe dans lesquels aucune oppression ne s'exercerait.

3/ En figeant les individus en deux groupes, les dominant-e-s et les dominé-e-s, et en affirmant l'infailibilité des dominé-e-s, on en arrive à une absurde course aux dominations, puisque la personne la plus opprimée sera – mécaniquement – celle qui aura le plus de pouvoir politique. On en vient également à des raccourcis « théoriques » aussi grossiers que faux. Par exemple, considérer que les « femmes blanches » sont l'instrument de la domination même quand elles sont ouvrières, ou lesbiennes ; ou qualifier les féministes « blanches » de « bourgeoises », et vice versa : toutes les Blanches ne sont pas bourgeoises, et toutes les bourgeoises ne sont pas blanches.

4/ En culpabilisant les personnes, on introduit une forte moralisation du champ politique, la seule attitude autorisée pour les « dominant-e-s » politisé-e-s étant d'être de « bon-ne-s allié-e-s », autrement dit de se taire et de suivre la ligne dictée par les « concerné-e-s ». Il ne s'agit donc plus de convaincre de façon rationnelle et politique, mais d'imposer son ressenti et de réduire au silence les personnes qui ne sont pas d'accord avec.

L'introduction du postmodernisme dans le champ social a, on le voit, produit des « problématiques de l'identité et de la fragmentation des luttes » plus axées sur le décorticage du présent que sur sa transformation en vue d'un meilleur avenir social. Il en résulte actuellement, dans les milieux dits radicaux, une valorisation du moi-sujet privilégiant l'émotion et le ressenti personnels comme seules possibilités de discours, éradiquant toute

possibilité de critique plus globale. Mais l'extrême gauche et les libertaires se montrent également assez perméables à cette problématique de l'identité tournée sur une recherche obstinée de la différence ; la référence historique et théorique représentée par le monde ouvrier, l'existence même des classes populaires et la nécessité de l'anticapitalisme sont de ce fait trop souvent mises au second plan, voire oubliées – et ce au détriment de l'action militante sur le terrain social.

Il faut bien sûr, sur le plan personnel, chercher à vivre librement sa ou ses sexualités, et lutter contre les rapports de domination dans les sphères privée et publique, mais ce n'est pas en tenant les conflits de classes ou la critique de l'aliénation pour autant de ringardises, ou en détachant les revendications sexuelles de la question sociale, qu'on renversera l'ordre établi. S'attaquer fondamentalement aux rôles sociaux imposés, à la norme hétérosexuelle, aux féminicides, à la discrimination des trans ou à l'homophobie implique de redonner toute leur place au critère et aux analyses de classe, afin de pouvoir multiplier les pratiques de terrain efficaces contre notre ennemi, qui est comme hier le système patriarcal et capitaliste – et non juste les politiques « néolibérales » ou les comportements sexistes qu'il produit et alimente. De même, favoriser l'autonomisation des femmes implique non de les prendre en charge en les victimisant, notamment en les enfermant « pour leur sécurité » dans quelque ghetto safe compatible avec le système en place, mais de les aider à se donner elles-mêmes les moyens de leur émancipation.

Dans la décennie 1970, la « révolution sexuelle » a été rêvée comme un moyen de chambouler le système patriarcal – en contestant la norme hétérosexuelle et la possessivité dans les couples, on s'attaquait plus largement à toutes les structures de pouvoir. Cela n'a pas suffi : tandis que le système s'accommode maintenant sans peine des revendications féministes exprimées, les rapports entre les sexes continuent d'être basés sur l'appropriation du corps de l'Autre et sur un acte de mariage ou de PACS, donc sur la propriété privée, et l'hétérosexualité demeure la règle. On constate que l'exigence de fidélité n'est pas plus conditionnée à un contrat de mariage qu'à l'hétérosexualité, et qu'en dépit d'une liberté sexuelle facilement clairoignée cette fidélité érigée en principe persiste. Or elle contribue au maintien de l'oppression féminine...

En conclusion, nous restons convaincues que si l'on veut toujours en finir avec l'exploitation capitaliste et l'oppression patriarcale, si l'on ne croit toujours pas que la « démocratie libérale » est le moins mauvais des systèmes, c'est une véritable révolution sociale que l'on doit viser !

Des membres de La Grotte, local anarchiste-communiste et féministe de Poitiers

Vague verte

Une boue polymorphique transpire de chaque pore des archontes

Épaisse comme une pâte déjà tassée, mâchée mille fois.

Lave molle, elle gobe, épouse chaque forme ;

Dans ses remous grasseyeux s'impriment tous les obstacles, soigneusement contournés car risquant peut-être de causer trop de trouble

Elle ne fauche pas mais moule les spectres, en forge des doubles, des triples, façonne distinctement les fléaux de demain

Elle coule en bourrelets flasques le long des pentes des mines béantes comme pour en recouvrir le fond

Et sa viscosité collant à tous les angles en assure le prolongement.

Vague verte

Sale et puante comme le bitume

Glaucome protéiforme accolé à tous les désastres tant que la masse paraît vouloir suivre

Conviction liquéfiée, ingénierie rampante, administration experte de l'imprévisibilité même de la vie

Connivence éternelle avec les métastases du grand cancer bureaucratique

Planification éco-durable de nos penchants omnicidaires ;

Vague verte

Implacable haine du vivant camouflée en horaires, en plannings, en contrats, en réserves,

Passion morbide du développement devant l'évidence du carnage

Persistance du contrôle dans une impasse de légitimité

Falsifications des rapports intimes d'êtres à êtres en files de subordinations ;

Vague verte...

Hypocrisie des meurtriers, hilares devant tant d'inconstance idolâtrée par ceux qui pourtant réclament la vérité

Absurdité d'un grand combat en passe d'être gagné, au péril de la Terre et des échanges sensibles entre les mosaïques de mondes.

Vague verte:

Il y a ton futur et le nôtre, ton allégeance au pire et l'absence de la nôtre, ta smart-city mondiale et notre rêve de liberté en interdépendance avec les êtres et les choses.

Jean Venime

Paris : quelle liberté ?

Nous avons voulu vous partager cet article dont nous sommes d'accord avec 100 % des propos. Il s'agit d'une critique écrite suite à la forte mobilisation contre la loi scélérate nommée « Loi de Sécurité Globale » qui a été adoptée par l'Assemblée nationale en novembre 2020. Cette mobilisation a donné lieu à des « marches des libertés » dans de nombreuses villes à la fin de l'année 2020. Le texte original est consultable sur <https://sansnom.noblogs.org/archives/3021>.

De nouveaux rassemblements et « marches des libertés » se sont déroulés samedi 28 novembre un peu partout contre la proposition de loi « sécurité globale » (adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale le 24 novembre), notamment à Paris, Lyon, Bordeaux, Lille, Reims, Rouen, Toulouse, Brest, Caen, Rennes, Limoges, Périgueux, Strasbourg. Soit entre 130 000 et 500 000 manifestants en tout selon le bord des petits comptables de masse. Dans la capitale, la manifestation de dizaines de milliers de personnes, initialement interdite au prétexte du covid puis autorisée sur le parcours convenu des défilés de gôche entre les places de la République et de Bastille, était à l'initiative du collectif « Stop loi sécurité globale », composé de syndicats de journalistes, d'ONG droitsdelhommistes et autres crapules politiciennes. Mais tout ne s'est pas passé comme prévu, au grand dam des organisateurs.

Parmi les paradoxes qu'on a pu remarquer à Paname, ce sont d'un côté des organisateurs journaflics qui défendaient leur droit de filmer respectueusement la poulaille en action –mais aussi en même temps et dans un même mouvement de capter les révolté.e.s qui s'en prennent à elle ou réagencent l'architecture urbaine, avant de livrer aux tribunaux ces mêmes vidéos qui aident à les condamner... et d'un autre côté ce kiosque à journaux flambé place de la Bastille. Certains avaient manifestement identifié que la fameuse liberté des encartés de la presse n'est depuis longtemps rien d'autre que celle de relayer la propagande du pouvoir et de diffamer ceux qui s'en prennent à lui.

En matière d'images, un autre moment n'aura échappé à personne, lié d'une manière ou d'autre à la fausse question de la symétrie des moyens employés, bien résumé par les slogans citoyennistes de type « Police floutée, justice aveugle », « Baissez vos armes on baissera nos caméras »

ou encore illustré par ces milliers de manifestants brandissant en l'air la lumière de leurs téléphones portables, tout en criant Liberté, Liberté à l'appel du camion-sono. Une vidéo bien entendu relayée avec gourmandise sur les réseaux sociaux par ceux qui se sont fait une spécialité de la défense d'une police bio, comme le journaflic et membre de la coordination organisatrice David Dufresne (en tant que représentant de la Société des réalisateurs de films, SRF), d'ailleurs récent coauteur d'un ouvrage sur le sujet en collaboration avec Julien Coupat et Antonin Bernanos (Police, ed. La Fabrique, 2020). Il faut dire que l'éditeur qui les avait réunis pour l'occasion n'est rien moins qu'Eric Hazan, un vieux promoteur du fameux « La police avec nous ! », certainement ravi de la présence

de flics défilant tranquillement avec les autres manifestants, pour le compte de la CGT Police.

Pour en revenir aux téléphones portables, il fallait vraiment se pincer pour y croire ce samedi 28 novembre place de la Bastille, sans vomir devant cette masse d'appareils d'aliénation et de surveillance tendus tous ensemble à bout de bras pour les ériger en symbole d'une Liberté

majuscule à défendre, comme dans n'importe quel concert contemporain ou contestation transformée en spectacle. Au temps des fameux briquets allumés au-dessus des têtes, leur double-emploi pouvait au moins servir à autre chose qu'à filmer, mais passons.

Face à cette affligeante mise en scène démocrate par les tenants d'une autorité alternative, d'autres pratiques minoritaires ont heureusement éclaté lors de cette manifestation, comme l'incendie de caméras de vidéosurveillance urbaines, proposant un possible chemin asymétrique, qui ne serait pas de reproduire et décupler la vile pratique policière ou citoyenne de filmer l'adversaire, mais de mettre fin pour de bon à ces gestes délateurs contre quiconque, au profit d'un agir sans médiation contre tout ce qui nous opprime.

Comme l'affirmait d'ailleurs déjà sur le fond un petit texte dialogué paru il y a quelques années à propos de tout capteur d'illégalismes, « la preuve par l'image est mensongère, non qu'elle dise le faux mais parce qu'elle affirme être le vrai. Prétendre n'être que spectateur, neutre, exempt des rapports de force en cours, est une illusion, c'est déjà une prise de partie, même indirecte. À ce titre, aucun preneur



d'image ne peut être considéré comme extérieur à l'action, il en fait partie, mais du mauvais côté, celui qui fige ce qui est mouvant, virtualise ce qui est vivant, spectacularise ce qui est rage et passion, et en fin de compte participe à la neutralisation du potentiel subversif de tout acte d'attaque. » Sans compter que face à la répression, « En filmant, plutôt que de tenter, par l'action, d'empêcher que ces violences policières soient commises, non seulement on les laisse faire au nom d'un hypothétique futur procès, mais on réprime surtout celles et ceux qui pourraient vouloir agir directement contre ces exactions policières afin de leur renvoyer un peu de la monnaie de leur pièce. Qui voudrait se débattre en donnant des coups lors de son interpellation si des photographes ou vidéastes le filment ? Qui voudrait aller chercher un copain dans les mains des keufs en étant photographié-e sous tous les angles ? Si quelques un-es, jouant de la justice contre la police, arrivent à se faire innocenter, on sait tou-tes que la plupart seront condamnés. C'est une illusion de penser qu'une simple vidéo peut changer le rapport de force structurellement défavorable constitué par un des appareils du pouvoir, l'institution judiciaire ».



Plus globalement, sur un thème aussi banal que celui des « violences policières » qui permet d'occulter qu'un des problèmes est la police tout court, soit l'organisation institutionnelle de gardiens de la paix sociale pour défendre et préserver les intérêts de la domination en prétendant de fait au monopole de la violence légitime, certain.e.s ont tout de même illustré une petite partie des intérêts que la flicaille défend jour après jour : de cette Mercedes de bourges livrée aux flammes sur le parcours, à la façade de la Banque de France copieusement incendiée, et jusqu'à ces autres agences bancaires (dont une BNP saccagée après ouverture forcée de son rideau de fer), d'assurance ou vitrines de commerces (comme Bärenstark, concessionnaire de motos BMW) défoncées.

A plusieurs reprises, du matériel de chantier détourné de sa fonction gentrificatrice (boulevard Beaumarchais ou dans celui autour de la colonne de Juillet) a également pu servir de bouclier, de barricades et de projectiles, avec au final un bilan de la préfecture donnant 46 arrestations, dont 29 gardes à vue (26 majeurs et 3 mineurs), mais aussi 98 blessés parmi les policiers et les gendarmes.

Enfin, il va de soi que les braves organisateurs parisiens de la coordination StopLoiSécuritéGlobale à l'initiative RACINES Numéro 1

de ce défilé a fait son sale travail –à l'unisson avec le ministère de l'Intérieur– en dénonçant « fermement » les « quelques dégradations et violences », notamment

celles « contre des policiers sur la place de la Bastille » qui ont évidemment eu lieu « après » [sic] la fin de la manifestation, en précisant dans son communiqué : « Nous ne pouvons accepter qu'une poignée de personnes impose par la force leur stratégie de contestation à des centaines de milliers d'autres manifestants pacifiques »¹. En même temps, quand on revendique une justice juste, une police policée et un État sans «

dérive autoritaire », il ne faut pas trop en demander non plus à ces larbins d'un ordre meilleur.

A Bordeaux où ont défilé entre 6000 et 20 000 manifestants, précisons également que des enragé.e.s ont notamment provoqué un départ de feu sur la voie du tram, cours d'Alsace-et-Lorraine, et que des vitrines de magasins ont été brisées dans la très commerçante rue Sainte-Catherine, dont celles de la FNAC, H&M, McDonalds et des Galeries Lafayette... provoquant l'indignation du maire de Bordeaux, Pierre Hurmic (EELV) qui avait participé à la manif, comme celle du parti socialiste local (« Ces violences inacceptables brouillent le message des manifestants parmi lesquels nous figurions »). En fin de compte, à travers ce genre de déclarations, les politiciens ne font que confirmer une évidence, à savoir que parmi les piliers de l'ordre existant au-delà de tout uniforme, ils pourraient constituer une cible de choix, y compris au sein même des cortèges. En tout cas pour qui aspire encore à une liberté qui ne soit pas synonyme d'un libéralisme mieux régulé par l'Etat sous forme de « droit à » et « liberté de », mais constitue par définition une tension antagoniste et hostile à toute autorité...

Anonyme

¹ Voici l'extrait intégral du communiqué daté du 28 novembre 2020 de la coordination organisatrice StopLoiSécuritéGlobale, composée selon ses propres dires de « syndicats de journalistes, sociétés, collectifs, associations de journalistes et de réalisateurs.trices, confédérations syndicales, associations, organisations de défense de droits humains, comités de familles de victimes de violences policières, collectifs de quartiers populaires, d'exilés, de Gilets jaunes » : « Les Marches des Libertés se sont parfaitement déroulées à l'exception de quelques dégradations et violences à Paris et à Lyon que nous dénonçons fermement. Nous ne pouvons accepter qu'une poignée de personnes impose par la force leur stratégie de contestation à des centaines de milliers d'autres manifestants pacifiques. La coordination StopLoiSécuritéGlobale dénonce également avec la plus grande fermeté des violences contre des policiers sur la place de la Bastille, qui se sont déroulées après la fin de la manifestation. »

Avis aux chercheurs, aux professeurs, aux ingénieurs, 2020

Dix thèses sur la technoscience

« La masse des hommes se laisse mener par des impératifs techniques qui sont vécus comme parole respectable mais étrangère, dans laquelle on ne se reconnaît pas. Cette parole se donne comme vraie et la vérité qui la garantit se trouve ailleurs, notamment dans les temples secrets de la science et de la technique. Lorsque c'est cette parole qui domine, il en résulte un délire technologique où la vie des hommes se trouve capturée, empêtrée dans les nécessités productivistes, hiérarchiques, techniques et dans le savoir dominant. C'est ainsi que la vie elle-même se trouve menacée et que la nature entre les mains des experts est transformée en débris. Et comble de cynisme, cette même technique, aux mains des mêmes gens, se pointe à nouveau pour résoudre les problèmes qu'elle a elle-même posés, par son pouvoir absolu. »

Denis Guedj et Daniel Sibony, "Discours de la méthode ou discours de la vie ?" dans *Survivre...et Vivre* n°10, octobre-décembre 1971.

I. À L'APPARENCE de calme élégiaque des universités et campus, où bourgeoise sur l'arbre de la connaissance les cerveaux de demain, correspond en réalité une machinerie infernale pompant nerfs, force de travail et ressources terrestres, avec rigueur et discipline, dans des laboratoires et des instituts où l'on transforme et désagrège plus que l'on étudie. Ces nouveaux temples, où les prêtres-experts propagent les mantras de la Vérité sous le nom de « connaissance scientifique », sont en liaison avec les autres arcanes du pouvoir que sont les militaires et les industriels et tout ceci forme la religion de notre époque. Cette religion, c'est la technoscience.

Même si ce Triangle de Fer (science-armée-industrie) mit plus de deux siècles à se constituer, son hégémonie – technoscience arrogante, forces armées sur-puissantes, industries tentaculaires – ne fût écrasante qu'avec la « 3e révolution industrielle », celle de l'atome et de l'informatique. Cette révolution débutant en 1945 sous les auspices annonciateurs de la mort nucléaire dont les noms d'Hiroshima et de Nagasaki sonnent comme le renoncement suprême. L'effort surhumain à produire une énergie inhumaine n'a pu être réalisé qu'en combinant le savoir et la méthode du scientifique, avec le génie pratique des ingénieurs militaires et l'appui manufacturier des grandes industries américaines. Tous trois disciplinés et managés dans un appareillage militaro-étatique et plateformés par l'outil informatique en cours d'élaboration. La science nucléaire et la cybernétique sont les deux disciplines d'où découle la plupart des sciences modernes.

II. EN FRANCE, sous l'ère gaulliste, de véritables

structures militaro-scientifico-industrielles se mettent en place afin de produire la bombe atomique, l'énergie nucléaire, l'outil informatique et la force de frappe qui va avec. La concentration se cristallisa autour du Commissariat à l'énergie atomique (CEA, 1945) et de l'Office national d'études et de recherches aéronautiques (ONERA, 1946) et fût plus tard coordonnée au sein de la Direction générale de l'Armement (DGA, 1961). Ces instituts en retour, permirent le renforcement des pouvoirs du « monarque présidentiel » et de sa cohorte gouvernementale. Au niveau mondial, il se mit en place à cette époque un état de guerre permanent en temps de paix dont les États-Unis ont été et sont encore les chefs d'orchestre. En effet, le Victory Program (1942) qui permit aux Alliés de remporter la guerre, et sa suite le Manhattan Project (1943) qui permit d'en commencer une autre alors que la précédente n'était pas encore terminée (Guerre Froide), initièrent un changement d'échelle dans la concentration et la dépense d'énergie. C'est le début de ce que Alvin Weinberg, un chercheur du Manhattan Project nomma la « Big Science » :

« Quand l'histoire se penchera sur le XXe siècle, elle verra la science et la technologie comme le thème du siècle. Elle verra dans les monuments de la Big Science – les énormes fusées, les accélérateurs de haute énergie, les réacteurs nucléaires de recherche – les symboles de notre époque tout aussi sûrement qu'elle trouve que la cathédrale Notre-Dame de Paris est un symbole du Moyen Âge. [...] Nous construisons nos monuments au nom de la vérité scientifique, les gens du Moyen Âge ont construit les leurs au nom de la vérité religieuse ; nous construisons pour satisfaire ce que l'ex-président Eisenhower a appelé une nouvelle caste dominante scientifique, ils ont construit pour plaire aux prêtres d'Isis et d'Osiris. »

La technoscience ou son équivalent américain de « Big Science » se réalise à l'origine dans le domaine nucléaire comme science technologisée et étatisée à l'extrême. Elle s'opère dans les Grands Programmes nationaux se chiffrant en milliards de dollars et matérialisés par d'énormes dispositifs bureaucratiques et industriels comme les accélérateurs de particules ou les villes nouvelles peuplées de scientifiques et de techniciens (Oak Ridges par exemple). Ces complexes appelaient « technostructures » sont gérées le plus souvent par l'élite militaire mue par la doctrine à cette époque de la « paix armée » (« Peace through strength »). Le programme Apollo (1961), le Human Genome Project, (1988) et plus récemment le programme spatial Google-Space X, en sont la continuité et montrent qu'ils ne s'agit pas seulement d'un ensemble de programmes militaro-scientifiques visant la création de nouvelles technologies, mais beaucoup plus d'un projet global de civilisation

donnant le ton de l'époque, des États industrialisés à l'extrême au tempérament guerrier imposant la suprématie technologique et la guerre économique. Aujourd'hui labos, capitaux, industries, territoires immenses, masse de travailleurs, sont agrégés et coordonnés non plus par des militaires mais par des cadres administratifs et des managers, mais la pensée guerrière est toujours là. La séparation entre le producteur (chercheur) et le produit fini (connaissance et publication) y est plus que présente, déshumanisante ; le militaire et l'industriel maintenant invisible, se trouvant plus en aval, passant commande et récoltant les fruits d'une recherche dirigée bien souvent sans que le chercheur ne s'en rende compte : une nouvelle équation sur la résistance des matériaux peut permettre la miniaturisation du blindage

comptable (dite « élégance mathématique »). C'est ce que les experts nomment la convergence des technologies nano, bio, info, cognition (NBIC), la réification totale de la nature via sa réduction infinitésimale en des monades appelées bits, gènes, quarks, nombres, quanta. Vision mesquine et utilitariste de ce qu'est la nature et la vie humaine qu'elle contient. Ainsi par exemple, le réseau Internet, les bits, et l'information sont vu comme « la mémoire du monde » ou « un monde » en-soi, mais en réalité ils ne sont que des ersatz de monde, abstrait et sans consistance. Par contre la matérialité du système technique qui supporte ce réseau, est elle bien réelle, non élégante, colossalement énergivore et hors de portée dans son intégralité car d'une complexité inouïe. Le projet technoscientifique ne serait-il



d'un tank, la découverte d'un gène de la fatigue, le clonage du travailleurs de demain. Il n'y a plus de différence (y'en a-t-il eu un jour ?) entre recherche théorique et appliquée, l'une désintéressée et inoffensive, l'autre mercantile et mortifère. La pratique de la recherche professionnelle et les productions qui en résultent sont imbriquées dans ce réseau d'interdépendance avec les capitaux, les hiérarchies, les pressions des commanditaires et les applications futures. Le chercheur – humain séparé, réifié et aliéné – se situe à un maillon essentiel, celui du Cerveau-de-la-bande sans qui rien ne peut se faire. D'où la justification de ses hauts-revenus et de son prestige social dans notre société.

III. LA SCIENCE partant de l'énoncé de base que la nature (physis) est constituée de briques élémentaires qui interagissent entre elles pour créer des « formes », cherche désespérément à unifier ce qui est en quelque chose qui se trouverait très simple et élégant (kosmos). La technoscience utilisant ses propres axiomes pour interpréter et transformer la nature suivant les exigences du capital et du pouvoir, fabrique elle-même ces objets-abstraits bien- que-réel, se rapprochant de son idéal-type et de « l'élégance »

pas l'exfiltration de l'homme du monde pour l'incarcérer dans une bulle technique qui nous raconterait de « belles histoires » ?

IV. LE PROJET technoscientifique prend forme au moment où les deux grands récits occidentaux sont défaits.

Le premier récit est celui de l'émancipation politique par le progrès scientifique. Démarré chez les savants modernes (Galilée, Copernic, Newton...), idéologisé sous les Lumières (Diderot, d'Alembert), mis en pratique par les socialistes utopistes (Fourier, Owen), cette idée fut mise à mal par la Grande Guerre Industrielle (1914-1945) dont l'apothéose, si l'on ose dire, se situe le 6 Août 1945 lorsque 70 000 japonais furent vaporisés instantanément par le déchaînement des forces du progrès (atomique). Le récit sur le progrès a depuis lors changé en formule et perdu en consistance. Son but ne serait plus l'émancipation des hommes-libres mais l'assurance de la santé et du bien-être du citoyen-consommateur, quand ce n'est pas – depuis la prise de conscience écologique – la simple sauvegarde de l'existant. Défait ainsi, il ne s'agit plus d'un idéal-type à atteindre, mais bien d'une rengaine publicitaire qui, à

défaut de stimuler les masses, ne galvanise épisodiquement que quelques ingénieurs et autres hackers perdus dans la techno-béatitude.

Le second grand récit mis à mal est celui de la réalisation de l'Esprit Universel, le Sujet Éclairé & Uni par la connaissance. Cette flamme mystérieuse entretenue par les humanistes puis les encyclopédistes et enseignée dans les foyers universitaires dont le modèle allemand du XIXe a été le plus abouti. La multiplication des universités et la masse considérable de connaissance acquise par les humains n'ont pas suffi à faire disparaître la mort et la misère des capitales européenne du Grand Vingtième. La flamme ravivée par les pays se tournant vers un socialisme « scientifique » et planifié (URSS puis la Chine) fût vite éteinte après que le voile de mensonge soit tombé. La pensée moderne finit de sombrer dans un profond désespoir suivi d'un nihilisme rampant. Les philosophes français dans les années 1980-90, à la suite de Lyotard, nommèrent cette période la « post-modernité ». Et l'Internet, enfin démocratisé, ranima pendant quelques décennies, ce récit sous les traits du « village planétaire ». L'écran remplaça l'amphithéâtre comme lieu où se crée le récit et la fondation de ce qui fait société, celle-ci ayant rompu avec tous idéal-types. Les néo-encyclopédistes et autres « humanistes-numériques » se prirent d'amour pour Wikipédia et les « MOOCs » pendant que sur les marchés (« *market place* »), les « opérateurs » vendaient de la donnée au Kilo-bit.

V. LA TECHNOSCIENCE n'est pas un surplus de science ou une partie de la science. Elle est la science de notre époque, cependant qu'elle n'a rien à voir avec ce que les Grecs anciens appelaient « *épistémê* » et les latins « *scientia* », ni avec ce que les « savants » des XVIIIe-XIXe siècles appelaient « philosophie naturelle ». Elle appartient plutôt à un certain « art pratique » (*tecknê*) de gouvernement (*kubernétikê*) par domination totale. La technoscience est le discours idéologique matérialisée de la technique (*tecknê+logos*) à l'aune de l'hégémonie de la véracité scientifique.

Il n'y a plus de visée humaine (morale, philosophique et éthique), la science cherche avant tout des moyens, c'est-à-dire des techniques en vue d'améliorer des problèmes techniques. Les buts finaux se sont perdus dans la chaîne des dépendances techniques. C'est pour cette raison qu'il y a de plus en plus d'artéfacts techniques et de marchandises, de routes, de câble et de machine. Le « pourquoi ? » a été balayé par le « comment ? ». Et les sacrifices humains qu'il a fallu consentir pour l'augmentation des moyens de production n'ont même pas pour but de suppléer aux tourments humains nécessaires à l'obtention d'une telle croissance, mais seulement d'accroître la masse de capitaux et de pouvoirs pour les capitalistes. L'humain est la variable ajustable. La paix économique occidentale est

la continuation de la guerre faite aux humains sur d'autres continents et par d'autres moyens. La condition post-moderne de l'homme sans avenir, est un sacrifice consenti, sans salut ni rédemption :

« *Tout se passe comme si la promotion de l'autonomie de la personne n'avait été qu'un miroir aux alouettes, un "argument de vente" pour faire consentir les êtres à une certaine forme de développement le temps que ce développement soit devenu suffisamment important pour que la personne à lui aliénée n'ait plus d'autre idéal que son propre reshaping afin de s'insérer harmonieusement dans le fonctionnement de la machine globale et se résorber dans ses flux.* » (Olivier Rey, *Une question de taille*, 2014).

VI. LE RÉSEAU mondial des techno-scientifiques n'est pas une communauté du Savoir liée par le lien fraternel et la camaraderie, mais un vaste marché concurrentiel en réseau. Les universités en sont un des nœuds centraux (Internet fût d'abord un outil de diffusion des connaissances scientifiques entre les universités) permettant, avec les revues et les banques de données, de mobiliser des ressources intellectuelles dans le monde entier. Cette fluidité du réseau permet une compétition internationale acharnée afin d'amasser richesse et de fabriquer en premier les armes et les usines du futur. Bien que chaque État détienne une partie du monopole sur les découvertes et les innovations de son pays, c'est au niveau international que se jouent les avancées du projet technoscientifique. Celle-ci se fait en pillant en permanence les richesses adverses et en nouant des collaborations intrigantes afin de tirer la couverture de son côté. Une seule règle prévaut : garder l'apparence de cordialité et de neutralité des recherches, quand dans les faits, chaque État dominant a fait de cette « guerre pour l'innovation », une de ses fonctions régaliennes.

VII. LA TECHNOSCIENCE est plus qu'une religion. Elle a dépassé le fait religieux car l'adhésion à ses préceptes et dogmes est reconnue en sus et place de la transcendance traditionnelle de chaque culture prise dans les filets de l'ère industrielle. La technoscience est l'univers mental au sein duquel tout débat, toute pensée a lieu, même celle de la transcendance. Husserl parlait au début du XIXe siècle du « vêtements d'idées » que la science a étendu sur le monde. Parmi les stances de vérité proclamée, la vérité scientifique tient une place particulière en ce qu'elle est la vérité inégalée en efficacité et prédictibilité dans un monde technifié au plus haut point, où seul le critère d'efficacité a bâti ce monde et y est éligible. Elle dit que : « *seul ce que je vois de mes yeux mathématiques existe et m'appartient en droit* ». La technoscience n'est pas un paradigme mais la pensée en paradigme, sens de la véracité qui englobe aujourd'hui tous les faits, tout ce qui advient dans ce bas monde technique.

VIII. LA TECHNOLOGIE ne vit que pour le futur, ne vit que dans le futur. En tant que projet, elle est « prospectiviste » et chaque jour qui apporte son nouveau lot d'innovation et de connaissance, met au rebut tout le vieux-monde-présent. Ce nettoyage à sec du présent s'accompagne d'un discours lancinant et prophétique sur l'Avenir, vu comme un monde toujours plus beau, où les dégâts causés par le système se résoudront par ce même système. Il permet la justification de l'injustifiable, l'attente interminable vers les contrées fleuries et l'avènement du meilleur des mondes, bien qu'ici et maintenant la boue et le sang crottent les bottes de nos prégnants. L'économie capitaliste qui doit renouveler sans cesse les moyens de production et les rapports qui en découlent, développe sans cesse des nouvelles technologies qui sont, avant d'être des marchandises, les véritables moyens de production. L'installation de la fibre optique et bientôt de la 5G sont avant tout des actes de renforcement du maillage technologique afin d'optimiser et d'intensifier la production. Les connaissances thésaurisées et archivées dans les revues et les disques durs, forment un pouvoir dormant (le « general intellect » de Marx) pour le renouvellement des moyens de production en vue de la domination économique et géopolitique. Chaque jour la loi de Gabor ou « impératif technicien » qui énonce que *« Tout ce qui est techniquement faisable, possible, sera fait un jour, tôt ou tard, sans frein moraux ou économique »*, est vérifiée parce qu'elle est la conséquence de cette locomotive technoscientifique, dont le combustible à brûler sans relâche est la « connaissance scientifique », la part de la phusis réductible à des « données ».

IX. L'ESPÈCE humaine a acquit culturellement il y a plusieurs millénaires, la capacité de s'auto-construire dans un temps court que l'on nomme le temps historique ou plus simplement « l'histoire ». Son développement en nombre & force via la création d'outils puis de machine (la Technique) a pris de plus en plus le pas sur ses autres formes de « construction » historiques (spirituelle, philosophique, démocratiques, etc.). Autrement dit, c'est le prima de l'efficacité qui devint au cours des siècles, le moteur de l'histoire de certains peuples qui purent, grâce à cela, dominer et étendre leur « point de vue » sur de vastes territoires et peuples (empire gréco-latin ou empire chinois). L'histoire, qui à notre époque, est l'histoire du développement des forces productives, est régie par ce but d'efficacité optimale et ce, grâce au système technique. Cette assise technologique ayant démultiplié de façon disproportionnée la capacité de « développement » de l'espèce humaine (le fameux progrès), il en résulte une hégémonie incontestée dans la domination et la soumission sur la majorité des autres espèces et sur la nature vue comme « ce-qui-nous-échappe ». La prise de conscience de ce massacre de masse – dont les volontés remontent pourtant à l'Ancien Testament : *« croissez et*

multipliez ! » – n'ont émergé qu'à partir du moment où les effets devenaient embêtants pour le développement lui-même, c'est-à-dire dans les années 1970. Bien trop tard s'il en faut, la catastrophe principale étant les effets irréversibles de l'empreinte du système technique sur nos vies, sur celle de la nature et de la possibilité d'un futur hors du paradigme du développement. La locomotive du Progrès roule à toute allure et n'est pas prête de s'arrêter.

X. BIEN QU'AUJOURD'HUI le projet technoscientifique insuffle ses directives et sa façon de voir le monde dans nombre de catégories de l'activité humaine, son cœur, sa capacité à agir, se trouve principalement dans la recherche scientifique et plus précisément dans les mastodontes des instituts de recherche dits « publics ». En France ce sont surtout le CNRS et le CEA qui agrègent la plupart des forces pour la bataille technoscientifique.

La décision d'arrêter au plus vite la recherche et de fermer ces instituts est une priorité sociale et politique. Nous ne pouvons nous réapproprier ces « moyens de production » qui ne sont pas fait pour le peuple mais contre lui. Les pseudo-bienfaits obtenus par la consommation des sous-produits du système ne compensent ni ne règlent les méfaits et les nuisances de ce même système. La satisfaction n'engendre pas automatiquement la liberté.

Cette décision d'arrêter, elle ne peut venir que d'en bas, des ingénieurs, chercheurs, professeurs, techniciens, c'est-à-dire des personnes qui font réellement tourner la machine, l'entretiennent, la perpétuent et propagent son idéologie. Ni un salaire, ni un statut, ni la jubilation d'une découverte ne peuvent justifier la perpétuation d'une telle barbarie. Voyons ce projet comme quelque chose de massif avec ses routines étatiques et son cheptel humain. Les gestes individuels du « *si tout le monde faisait comme moi* » n'y changeront pas grand chose parce qu'ils agissent à un niveau inférieur au politique. C'est-à-dire au niveau de l'éthique et cela n'est pas suffisant, pour enrayer le processus d'expansion. C'est au niveau de la communauté des humains, de la société, qu'il faut agir. Les combats se situent donc sur le terrain de l'action effective, des luttes d'idées et de l'organisation en groupes, collectifs, où toutes autres structures ouvertes, combattives et déterminées. Si nous agissons, personne ne peut prédire les issues des combats à venir.

Ce texte a été originalement publié par le groupe Grothendieck à l'automne 2020 sur le site internet suivant : <https://sniadecki.wordpress.com/2021/01/08/groupe-grothendieck-technoscience/>

Flash info : expulsion confirmée de la ZAD du Carnet!

~ Édition du 10 février 2021 ~

On a eu la joie ce matin de se faire réveiller par l'huissier accompagné des méchants. On nous a remis l'ordonnance d'expulsion.

Le 4 février dernier, les élus locaux et le gérant du port à sec ont mis en demeure la préfecture pour réclamer l'évacuation de la ZAD du Carnet, lors d'une audience en référé au tribunal administratif de Nantes. Le délibéré est attendu d'un jour à l'autre.

Après 5 mois de pression des flics, des fafs, des maires qui attendent leur chèque, des médias qui nous salissent, cette fois-ci ils pensent enfin pouvoir nous mater.

On a de fortes raisons de penser que le rendu sera en notre défaveur et va ordonner notre expulsion. On s'attend à une intervention des flics dans les prochains jours. On a donc besoin de soutien moral, humain et matériel !

N'attendons pas leur délibéré pour nous organiser ! Si tu veux défendre la ZAD du Carnet : c'est maintenant ou jamais !

On a surtout besoin de monde sur place mais nous soutenir à distance est aussi possible : n'hésitez pas à monter votre collectif de soutien dans votre localité, organiser des actions en solidarité (collecte de matos, caisses de soutien), etc.

Pour nous contacter, écrivez à zadducarnet@riseup.net.

Tant que le projet de zone industrielle au Carnet ne sera pas abandonné complètement, la résistance sera nécessaire !

Nous continuerons de nous battre pour préserver l'île du Carnet, et continuerons d'alerter sur les conséquences de l'industrialisation de l'estuaire de la Loire.

La lutte continue !

Nous sommes la Loire qui se défend !

La liste de nos besoins est disponible par ici : <https://airtable.com/shrxU9GW36SYz4mSU/tblXcqc92tEkbbikh>

Les infos pratiques pour se rendre sur la ZAD, c'est par là : <https://zadducarnet.org/index.php/venir-nous-rejoindre>

Nos arguments contre le projet industriel du Carnet et l'historique de la lutte : <https://zadducarnet.org/index.php/2021/01/27/nouvelle-brochure-sur-le-projet-industriel-du-carnet>

Le dernier communiqué de presse de la ZAD : <https://zadducarnet.org/index.php/2021/01/31/rebondissement-a-la-zad-du-carnet-les-elus-contre-attaquent>

Pour aller plus loin...

Quelques idées de sites à consulter :

<http://www.palim-psao.fr>

<https://www.partage-le.com>

<https://lundi.am>

<https://floraisons.blog>

<https://www.lesruminants.com>

<http://sortirducapitalisme.fr>

<https://sniadecki.wordpress.com>

<http://oclibertaire.lautre.net>

<https://demosphere.net>

Contact du journal : racines_revue@protonmail.ch